

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Similitudes-et-differences-entre-l-Argentine-de-2001-et-la-crise-europeenne-Un-deja-vu-argentin-en-Europe>

Similitudes et différences entre l'Argentine de 2001 et la crise européenne. Un « déjà vu » argentin en Europe

- Empire et Résistance - Union Européenne -
Date de mise en ligne : mardi 10 juillet 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Tracer un parallèle entre ce qui se passe dans la périphérie européenne et la situation précédant l'échec de la convertibilité argentine est presque inévitable. Cependant, les alternatives qui existent dans le Vieux Continent sont distinctes. Que faut-il faire pour que l'histoire ne se répète pas.

UN PROBLÈME POLITIQUE Par Juan Matías De Lucchi *

Tracer un parallèle entre la situation actuelle que vit la périphérie européenne et la situation qui a précédé l'échec de la convertibilité argentine est presque inévitable compte tenu de certaines caractéristiques communes : chômage, déficit du compte courant, baisse du prix des titres publics, déficit budgétaire et conflit politique et social. Cependant, la convertibilité n'était non seulement pas une solution pratique, mais n'était pas une solution théorique c'est-à-dire n'était toujours pas une sortie même étant redessinée sur d'autres bases conceptuelles. Le déficit chronique de compte courant était associé au taux de change réel apprécié, l'endettement public externe était insoutenable et les créanciers internationaux avaient décidé de rationner le crédit. En d'autres mots, la Réserve Fédérale et le Gouvernement des États-Unis n'avaient aucun engagement formel avec le système financier local ni avec l'administration fiscale argentine. Bien que les États-Unis aient promu une économie bimonétaire, le régime de convertibilité ne faisait partie d'aucun type d'unité monétaire et fiscale avec les États-Unis.

En revanche, les économies européennes font partie d'une unité monétaire commune, bien que l'administration fiscale continue d'être à un niveau national. A travers laquelle, la *Banque Centrale Européenne* (BCE) qui établit une politique de change uniforme se désintéresse des taux d'intérêt des titres publics nationaux.

D'un point de vue conventionnel, la cause de la crise serait le déficit budgétaire, qui provoque une perte de confiance des créanciers sur la capacité des gouvernements périphériques de servir sa dette publique. Cependant, le déficit budgétaire est en réalité endogène au niveau de l'activité de l'économie et, donc, est en dehors du contrôle administratif. De plus, si dans le cadre d'une contraction de la demande effective le gouvernement essayait (comme on a essayé avec les plans d'austérité) de maintenir de manière constante ou de réduire le déficit budgétaire, cela finirait probablement par l'aggraver par les effets de contraction sur la demande effective elle-même. Par conséquent, la « crise fiscale » n'est pas une cause, c'est une conséquence.

La crise européenne est déterminée par les déséquilibres du commerce extérieur intraeuropéen. Comme le soutiennent les économistes Vernengo et Pérez Caldentey, entre 2000 et 2007, le coût de travail unitaire des pays centraux européens a augmenté seulement de 7%, tandis que ceux de la périphérie de 24 %. Cette augmentation du coût de travail unitaire relatif, combiné à un régime de taux de change fixe, a signifié pour la périphérie une appréciation réelle du taux de change et, conséquemment, des déficits chroniques en compte courant (et d'endettement public). Comme elle ne fait pas partie du schéma institutionnel, la BCE avec obstination ne veut pas intervenir sur les marchés des obligations nationales et pousse la périphérie vers une croisée des chemins.

L'Union Européenne aurait deux types de problèmes, théoriquement résolubles. A court terme, la BCE devrait participer au sauvetage des titres publics nationaux et devrait avancer vers un nouveau schéma financier qui établit un marché d'euro-obligations et, de cette façon, avancer vers une unification fiscale européenne. A long terme, le centre périphérique (l'Allemagne) devrait sacrifier son excédent en compte courant pour augmenter la demande externe des économies déficitaires et pour devenir la locomotive interrégionale. De cette façon, il est raisonnable de supposer qu'avec une telle coordination les taux de croissance des économies européennes tendraient à converger et l'unification monétaire et fiscale deviendrait soutenable.

Cependant, ce qui semblerait être un problème de schéma institutionnel est, en réalité, un important problème politique et une lutte d'intérêts sociaux et nationaux. Par conséquent, le « dilemme » européen peut être ordonné sur deux différents niveaux, qui peuvent sembler contradictoires, mais en réalité sont complémentaires. D'un point de vue analytique, l'Euro-zone serait seulement une solution si une reconfiguration générale est réalisée. Donc, d'un point de vue politique national (le dilemme lors des dernières élections grecques reflète cette idée), les nécessités nationales ne peuvent pas dépendre des intérêts des élites dominantes dans les pays centraux ou du cours des événements européens dans son intégrité. Ce ne serait pas raisonnable que les chômeurs grecs ou espagnols aient à attendre nécessairement un changement d'orientation en Allemagne. Dans ce sens, le plan A serait une Europe « hétérodoxe » que contemple un fisc supranational. Mais le plan B doit être à la disposition de l'autodétermination des nations : revenir à une monnaie nationale et établir une politique de change compétitive.

* Chercheur en économie Cefidar

***CHERCHER LE BIEN-ÊTRE Par Guillermo Bellingi *

Dans les titres des quotidiens européens de 2012, si l'on remplace Argentine là où l'on dit Italie, Espagne, Grèce ou Portugal, on peut les confondre avec les titres des quotidiens argentins de 2001. Bien entendu, il y a des différences sur beaucoup de points, mais il y a des caractéristiques principales qui se reproduisent exactement. Les causes se ressemblent. Le renoncement à sa propre monnaie dans le cas de l'Union Européenne a mené à ce que des pays de productivité, de compétitivité et avec une structure productive diverse restaient unifiés dans une monnaie, mais non par leurs politiques, ce qui a renforcé encore plus la division interne du travail et des structures productives. Comme l'Argentine avec sa monnaie forte, cela a pu tenir par une croissance terrible de l'endettement, principalement souverain. Dans un contexte international dominé par des bas taux, comme cela est le cas depuis déjà sept ans, le cocktail a été facile à armer.

La situation s'aggrave par la spéculation financière qui empire d'une manière exponentielle après avoir exploité la bulle qu'elle même avait créée. La chute de l'emploi, de la production, l'augmentation de la dette publique, des intérêts qui y sont liés, c'est-à-dire les problèmes s'ajoutent. En plus de la dette souveraine, la dette privée s'avère très élevée dans la « périphérie » européenne, dont le cas emblématique est l'Espagne, dont le rapport dette publique/ PIB est de 80 % et 300 % pour le rapport dette privée / PIB (et comme ceux-ci ne peuvent pas payer ils font s'endetter l'État, ainsi les créanciers du « centre » perçoivent leur argent). Et le pire pour la situation sociale est que les propositions de solution se ressemblent aussi. Sauvetage financier, retour à la confiance, réduction de la dépense publique, privatisations d'entreprises publiques, retarder l'âge de la retraite, assouplissement des licenciements, mutualisation de pertes privées, réductions de salaires sont les recommandations du manuel que des organisations internationales et multilatérales comme le *Fonds monétaire international*, la *Banque Centrale Européenne* et les présidents de quelques pays répètent déjà sans regarder où cela les amène.

On peut se demander encore innocemment comment il est possible qu'ils soient aussi aveugles ou, pire encore, on peut regarder et critiquer les économiques politiques de l'Argentine 2003-2012 en pensant que si les cerveaux économiques du *Premier Monde* appliquent des recettes orthodoxes, nous allons nous crasher tandis que l'Europe se remettra. Alors il y a une explication, il ne s'agit pas d'une d'aveuglement et d'erreur, les économiques politiques que l'Euro-zone mises en avant génèrent d'importants bénéfices. Il s'agit bien de cela, il n'y a pas de maladresse et/ou d'erreurs, mais de la raison pure : les recettes du manuel offrent d'énormes bénéfices à un groupe relativement réduit de personnes qui sont, comme par hasard... celles que définissent les politiques à mettre en application. Et sont accompagnées par des décideurs qui n'ont pas de courage, et qui bénéficient aussi ou bien achètent avec de l'argent des autres ces discours depuis des positions confortables, où ils peuvent même pleurer dans la presse.

Un très petit mouvement de taux, une altération dans la qualification de la dette souveraine, un zéro dans un bilan, une privatisation dans des mains connues (qui demain lui donnera un emploi comme gérant ou conseiller vedette),

jusqu'à une annonce de quelque chose qui ne va jamais se passer sont suffisants pour générer des milliers de millions d'euros pour certains et nous l'avons vu. D'Enron à la Barclays, en passant pour Lehman Brothers et Bankia. Les annonces de sauvetage financier, de milliards d'euros ou de dollars qui seront apportés, sont utiles pour bouger de quelques dixièmes quelques cours et avec cela apporter des bénéfiques millionnaires pour certains.

Ayez une idée de ce dont nous parlons : la somme de la dette souveraine de la zone euro, qui équivaut à 90 % de son produit national brut, est de 8,5 milliards d'euros. Pendant ce temps le chômage monte, les frais sociaux diminuent, les peuples protestent et la demande effective : ces gens qui génèrent de l'emploi, de la production et des investissements se trouvent obligés de réduire leurs budgets et ainsi la crise s'auto-nourrit.

L'enseignement de l'économie a l'habitude de commencer par expliquer qu'il y a une « partie réelle » et un autre « partie financière ». Évidemment, ce qui se présente comme opposition à la partie réelle est, certainement, irréaliste. Il n'y a pas d'exemples valables pour penser que le retour de la confiance des spéculateurs permettra d'améliorer la situation de l'endettement pour qu'ainsi ils retournent les investissements et augmente l'emploi, le produit et le bien-être. Les facteurs de cause sont inversés : il faut régénérer la demande avec des politiques expansives qui génèrent de l'emploi et augmentent la consommation et l'investissement dans la production, qui réagira par la rencontre de demande de cash. Comme dans le conte du Santiago couché à l'ombre de l'arbre tandis que broutent ses bêtes, il faut commencer par les politiques qui génèrent du bien-être, et il s'agit de l'Économie.

* Économiste du Centre de recherche en Économie Politique et Communication (Ciepyc). Faculté de Journalisme et de Communication Sociale. UNLP

Production de : Tomás Lukin [Página 12](#). Buenos Aires, le 9 juillet 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 10 juillet 2012.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).